

**POUR VENDRE LOUER ACHETER**  
LES ANNONCES CLASSÉES  
**647-3311**

# LE SOLEIL

**Photo passeport 5 minutes**  
Centre Japonais de la Photo  
Développez un sourire

VENDREDI 22 FÉVRIER 1991

QUÉBEC, 95<sup>e</sup> ANNÉE, NO 58  
44 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOID

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 TPS 0.24 TVQ 0.30 4.04

RÉGIONS PÉRIPHÉRIQUES 60c Plus TPS TVQ

50c Plus TPS TVQ

## LE SPORT

### Les Nordiques libéreraient Kamensky pour les Jeux



Les dirigeants des Nordiques ont mis tous les mécanismes en marche afin de convaincre Valeri Kamensky de jouer à Québec dans les plus brefs délais. Si elle doit passer par Eric Lindros, la relance de la troupe fleurdelisée se doit également d'inclure un joueur de la trempe de Kamensky, un attaquant qui fêtera ses 25 ans en avril. **Tabloid Sport**

### Myriam Bédard ne sera pas aux championnats canadiens

Biatlon-Canada est revenu sur sa décision, et la biathlète Myriam Bédard de Neuchâtel n'aura finalement pas à revenir participer aux championnats canadiens. **S-2**

## LES ARTS

### « Cargo » de François Girard : du style dans la dérive

Ce n'est sûrement pas l'audace qui manque au cinéaste François Girard, ni l'imagination, si on en juge par son premier long métrage, « Cargo ». **C-1**

## LA RÉGION

### L'enquête du coroner sur les ultra-légers paralysée

Le ministère fédéral des Transports s'est opposé à tout débat concernant la réglementation parce qu'elle est de la compétence d'Ottawa et non de Québec. **B-8**

## LE MONDE

### Tentative pour destituer Boris Eltsine de la présidence

Les députés conservateurs du Parlement de la Russie ont demandé la convocation d'une session extraordinaire, apparemment dans le but d'évincer Boris Eltsine. **A-7**

## L'ÉCONOMIE

### Cascades prêt à acheter une usine en Hongrie

Cascades a conclu une entente de principe pour le rachat d'une usine de carton plat en Hongrie, a fait savoir le président du groupe, M. Bernard Lemaire. **B-1**

## L'INDEX

### GÉNÉRAL

Annonces classées	C-5 à C-9
Arts	C-1 à C-4
Décès	C-10 et C-11
Économie	B-1 à B-6
Éditorial	A-6
Horoscope	C-9
Le Monde	A-3, A-7 et A-8
Louis Guy Lemieux	B-7
Où aller à Québec	C-4
Québec et l'Est québécois	B-7 à B-8
Week-end	C-1 à C-4

### TABLOID

Bandes dessinées	S-14
Bridge	S-13
Ce soir à la télé	S-15
Feuilleton	S-15
Météo	S-16
Mots croisés	S-13
Mot mystère	S-13
Sport	S-1 à S-16

## LA MÉTÉO

Neige débutant en matinée et devenant fondante en après-midi. Accumulation: près de 5 cm. Max.: près de 2. Min.: près de -22. Vents de l'ouest de 30 à 60 km/h causant de la poudrière par endroits. Demain: ensoleillé et froid. **S-16**

## Plan de paix soviétique accepté par l'Irak

# Les États-Unis restent tièdes

WASHINGTON (AFP, AP, Reuter, NYTNS) — Les États-Unis et la Grande-Bretagne ont réagi hier avec tiédeur à l'acceptation par l'Irak d'un plan de paix soviétique visant à mettre fin à la guerre dans le Golfe.

Marlin Fitzwater, le porte-parole de la Maison-Blanche, a déclaré hier soir que le président George Bush avait exprimé de «sérieuses préoccupations» à propos de plusieurs points du plan de paix soviétique.

«La guerre se poursuit pour

l'instant», a déclaré Fitzwater en conférence de presse.

Le secrétaire d'État américain James Baker a entrepris de nombreuses consultations, la nuit dernière, avec les alliés des États-Unis sur la proposition soviétique qui pose de «sérieux problèmes», ont indiqué des responsables du gouvernement.

Le secrétaire d'État américain a notamment consulté par téléphone ses homologues canadien, Joe Clark, égyptien, Es-mat Abdel Meguid, britannique, Douglas Hurd, et français, Roland Dumas.

Hier soir, Clark avait parlé de «développements prometteurs», mais a dit que le Canada voulait obtenir des éclaircissements de certains points de la part des autorités soviétiques.

Selon le ministre canadien, l'absence de précisions au sujet

du calendrier de retrait des forces irakiennes constitue notamment un problème.

À Londres, un porte-parole du premier ministre John Major, a déclaré qu'à première vue la proposition soviéto-irakienne n'apportait «rien de neuf».

Fitzwater n'a pas déclaré que les États-Unis rejettent catégoriquement le plan soviétique et a indiqué que le président Bush, dans une conversation téléphonique d'une trentaine de minu-

tes, avait remercié le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev, pour ses efforts de paix. C'est Gorbatchev qui lui avait téléphoné pour l'informer de ses entretiens avec le ministre irakien des Affaires étrangères Tarek Aziz.

### Prudence de Londres

C'est avec prudence que la Grande-Bretagne a réagi la nuit dernière à l'annonce de la «réponse positive» de l'Irak au plan de paix soviétique.

Ce plan doit être étudié soigneusement mais, à première vue, les propositions irakiennes ne semblent apporter rien de nouveau, a indiqué un porte-parole du premier ministre John Major.

La position de Bagdad ne semble toujours pas compatible avec celle de M. Major, a ajouté le porte-parole.

Le premier ministre britannique s'était déclaré hier «très

Suite A-2, États-Unis...

Autres textes en pages A-2 et A-3

**LE SOLEIL**  
DANS LE  
**GOLFE**  
Monique Giguère  
ENVOYÉE SPÉCIALE

## Une première alerte aux missiles Scud

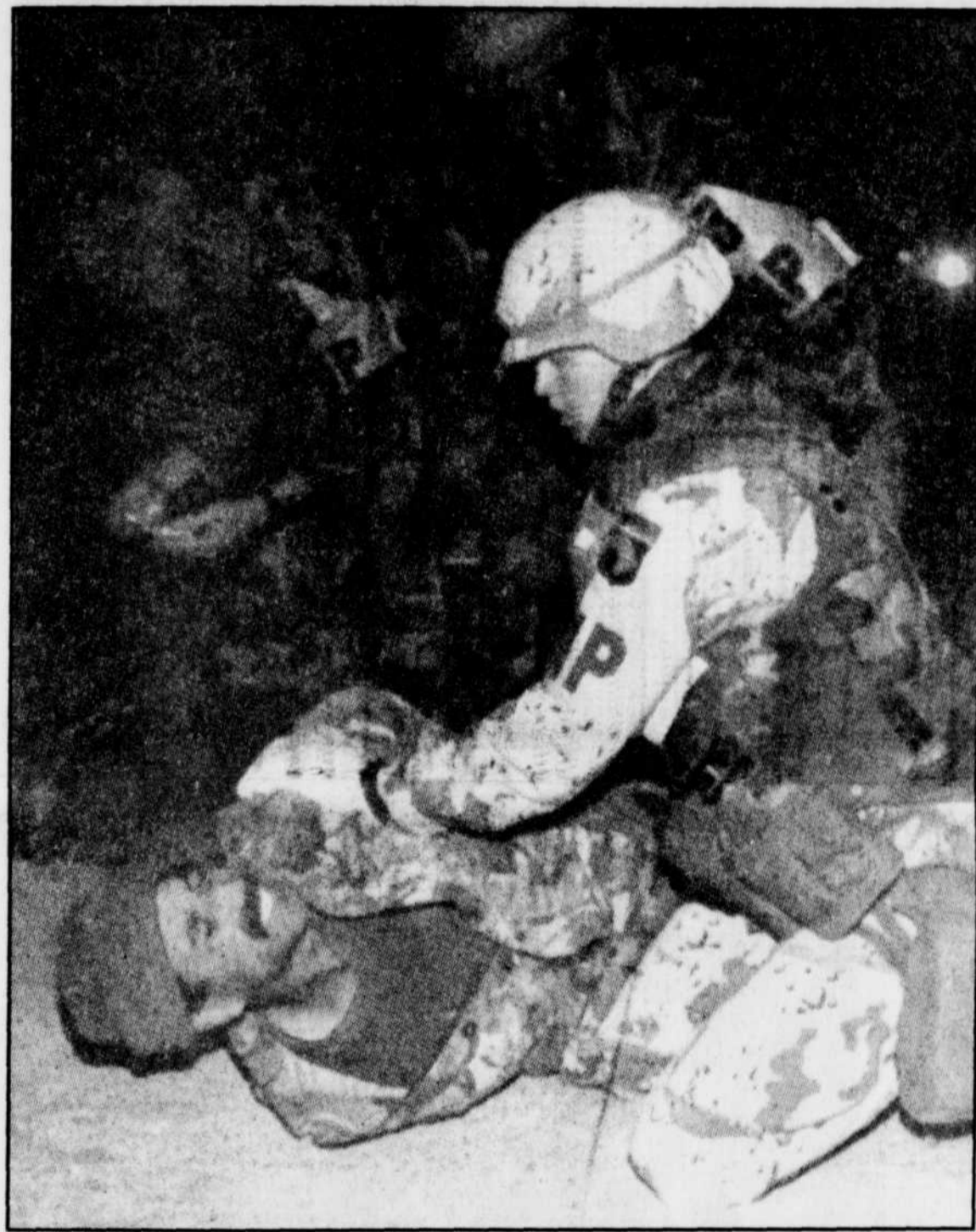
Première alerte aux missiles Scud depuis une dizaine de jours, hier, à Riyad. Il était 17 h 05 heure locale, 9 h 05 heure de Québec. Les sirènes soudain se sont mises à hurler au-dessus de la ville.

L'alerte m'a surprise au moment où je flânais sans masque dans les ruelles du souk Al Batha. Les gens sont tranquillement sortis dans la rue ou sur le pas des portes de leurs échoppes pour scruter le ciel. Aucune panique.

J'ai essayé d'attraper un taxi. Le premier m'a laissé sur le trottoir. Il ne savait pas où se trouvait l'hôtel Hyatt. Le deuxième me prend. Je lui demande naïvement: «Qu'est-ce que c'est que ce bruit?» Il me répond: «Missile», sans se départir de son sourire.

À l'hôtel, la sonnerie d'alarme jette un cri strident qui s'a-

Suite A-2, Scud...



Plus de 400 soldats irakiens ont été capturés lors d'un raid d'hélicoptères sur des positions fortifiées, hier. Un d'entre eux jette un regard aux militaires américains chargés de le fouiller. **C.**

## Pas de référendum en 1991

# Bourassa attendra les offres d'Ottawa

Écartant de façon catégorique la possibilité d'un référendum d'ici la fin de 1991, le premier ministre Bourassa envisage même d'attendre les offres d'Ottawa, plutôt que de présenter de nouvelles demandes constitutionnelles sur la base du rapport Allaire.

par MICHEL DAVID  
LE SOLEIL

«M. Mulroney a dit qu'il ferait des propositions pour renouveler le fédéralisme en profondeur. Alors, s'il s'engage, on peut admettre que c'est une approche qui pourra permettre de débloquer l'impasse actuelle», a-t-il fait valoir, hier, au cours d'une rencontre de presse, en marge de la réunion de deux jours du caucus libéral, au Château Frontenac.

Dans le rapport Allaire, il est stipulé que le gouvernement devra présenter un projet de réforme au gouvernement du Canada dans les meilleurs délais, mais M. Bourassa entend garder toute sa marge de manoeuvre. «C'est une décision qui appartient au gouvernement», a-t-il tranché.

Après que le congrès du PLQ se sera prononcé sur le rapport Allaire et que celui de la Commission Bélanger-Campeau aura été publié, le gouvernement du Québec attendra aussi

de connaître les conclusions des divers groupes de travail mis sur pied par le fédéral avant de faire connaître sa propre position, a indiqué M. Bourassa.

Il attendra notamment la Commission Spicer et le comité Beaudoin sur la formule d'amendement, qui doivent remettre leur rapport le 1er juillet. Il a aussi évoqué les commissions créées dans les autres provinces. «Quand il pourra évaluer l'orientation du fédéral, le gouvernement lui-même avisera de la stratégie à suivre», a dit M. Bourassa. Tout au plus a-t-il assuré qu'elle se situera «dans le contexte du rapport Allaire».

Me Jean Allaire ne se formalise pas de voir le gouvernement prendre ainsi ses distances. «Nous, on a rempli notre mandat. Après le congrès, on aura une politique constitutionnelle. Mais ce n'est pas nous qui allons négocier ça. Ça va être la responsabilité du gou-

Suite A-2, Bourassa...

Autre texte en page A-5



Même si le rapport Allaire stipule que le gouvernement devra présenter un projet de réforme au gouvernement du Canada dans les meilleurs délais, le premier ministre Bourassa entend garder toute sa marge de manoeuvre. **C.**

## Le Québec envisage de geler sa TVQ à 8%

Le gouvernement Bourassa envisage de maintenir la taxe de vente québécoise (TVQ) à 8%. L'été dernier, en annonçant qu'il harmoniserait sa TVQ à la TPS fédérale, le ministre des Finances avait promis que la taxe québécoise serait ramenée à 7% dès le 1er janvier 1992.

par ANDRÉ FORGUES  
LE SOLEIL

Aux prises avec une situation budgétaire très difficile, le ministre Gérard D. Levesque s'assurera des revenus additionnels d'environ 100 millions \$ en 1991-92 et de près de 500 millions \$ en 1992-93 s'il gèle la taxe à 8%.

Selon les indications obtenues par LE SOLEIL, malgré les efforts en cours pour limiter l'augmentation des dépenses du gouvernement et bien que l'on se résigne à laisser augmenter un peu le déficit pour la prochaine année, les contribuables risquent d'apprendre de mauvaises nouvelles dans le discours du budget qui devrait être prononcé au début de mai.

Le gel de la taxe de vente à 8% est un des moyens que l'on considère pour répondre aux besoins financiers de l'État. Le 30 août, quand le ministre Levesque a annoncé l'harmonisation de la taxe de vente québécoise à la nouvelle taxe fédérale sur les produits et services, il insistait sur le fait qu'en bout de ligne Québec n'en retirerait pas de revenus supplémentaires.

Selon les chiffres publiés à ce moment-là, pour l'année de transition 1991, en faisant passer le taux de la taxe de 9% à 8%, mais en étendant son application à l'ensemble des biens de consommation, y compris les vêtements et les meubles, M. Levesque allait chercher 250 millions \$ de plus dans les poches des consommateurs au cours de l'exercice financier 1991-92.

Pendant, il perdait 342 millions \$ l'année suivante en réduisant de nouveau le taux d'un point, à compter du 1er janvier 1992, quand plusieurs services actuellement exemptés seront aussi taxés. C'est cette diminution qui est maintenant remise en question.

### Compressions

Au caucus libéral, tout le **Suite A-2, TVQ...**

## Suites de la première page

## Scud...

joute au hurlement des sirènes. Beaucoup de monde dehors. À l'intérieur, le personnel me dit que beaucoup de clients se sont précipités dans l'abri souterrain.

Tout à coup, silence. Les sirènes se taisent, les gens se dispersent. L'alerte est finie. Elle a duré une vingtaine de minutes.

En ouvrant le bouton de la télévision dans ma chambre, CNN annonce que deux missiles Scud sont tombés dans le centre-nord de l'Arabie Saoudite. Ce sont les 33e et 34e Scud lancés sur ce pays depuis le début de la guerre. On ne sait pas s'ils étaient armés de têtes chimiques. On ne sait pas non plus s'ils ont fait des victimes ou des dommages.

Mais il y a de la nervosité dans l'air. Saddam Hussein vient de lancer son défi au monde et les Canadiens, sur le golfe Persique ont un moment songé à annuler la rencontre prévue, samedi, avec la presse pour la mise en opération de l'hôpital de campagne.

Inch'Allah (à la grâce de Dieu).

## TVQ...

monde à l'esprit cette situation financière difficile. Les différents ministères n'ont plus que peu de temps pour indiquer au Conseil du Trésor de quelle manière ils procéderont pour respecter les objectifs de dépenses qui leur ont été attribués pour l'année financière commençant le 1er avril.

Tandis qu'on apprend qu'une étude sérieuse est en cours quant à la remise en cause de la gratuité de l'enseignement au collégial, le gouvernement tient ferme au transfert d'une facture de quelque 500 millions \$ aux municipalités.

Il est « essentiel pour l'équilibre des finances du gouvernement du Québec » que cette facture soit refléée aux municipalités, affirme le ministre des Finances pour qui ce dossier représente un soulagement d'une centaine de millions de dollars pour l'immédiat, soit 1991-92.

Le ministre des Affaires municipales, M. Claude Ryan, fait toutefois montre de souplesse sur les modalités. « Il y a beaucoup d'ajustements qui s'imposent dans les propositions qu'a soumises le gouvernement », dit-il, en souhaitant que les représentants des municipalités acceptent sans peine de l'en discuter officiellement avec lui.

Membre du Conseil du Trésor, le ministre André Bourbeau souligne

lui aussi que « le gouvernement du Québec a des contraintes importantes sur les finances publiques. Le gouvernement fédéral diminue ses transferts aux provinces. Le Québec est coincé et il est évident que, du côté municipal, il y a une marge de manoeuvre beaucoup plus grande. »

Mais il faut en plus trouver 1 milliard \$ de compressions si l'on veut limiter à 2 milliards \$ l'augmentation globale des dépenses en 1991-92, comme l'a indiqué le ministre Daniel Johnson. De son côté, par exemple, le ministre de l'Éducation, M. Michel Pagé, indique qu'il a entrepris depuis dix jours des consultations auprès de la Fédération des commissions scolaires à propos des « révisions budgétaires qui peuvent être faites ».

L'exercice se terminera à la fin de la semaine prochaine, précise le ministre qui affirme sa volonté absolue de n'imposer aucune compression dans le financement des organismes volontaires d'éducation populaire, une cible qu'aurait pointé le Conseil du Trésor.

## Bourassa...

vernement, qui est différent du parti lui-même.»

Le premier ministre a écarté du revers de la main la possibilité de tenir un référendum sur la souveraineté dès 1991, avant même d'entreprendre des négociations avec Ottawa, comme l'ont suggéré les deux coprésidents de la Commission Bélanger-Campeau.

Selon lui, « on risque de gaspiller la force d'un instrument comme le référendum » en le tenant trop tôt. Quand viendrait le temps de négocier, il aurait perdu beaucoup de son impact, estime-t-il. Il ne connaît d'ailleurs aucun exemple de « référendum suspensif » dans l'histoire.

Il croit surtout que « les Québécois sont loin d'être adéquatement informés des conséquences des différentes options ». C'est avec beaucoup de sarcasme qu'il a commenté les chiffres avancés par le secrétaire de la Commission Bélanger-Campeau, M. Henri-Paul Rousseau, selon lequel les coûts de fonctionnement additionnels d'un État souverain seraient de 133 millions \$, abstraction faite du service de la dette.

« Ils ont pu dire ça comme ça, 133 millions \$ ! Mon Dieu, c'est formidable ! Ça me fait penser aux généraux français qui disaient que l'arsenal de Saddam Hussein avait été réduit de 19,5%, a-t-il lancé. On ne peut pas prédire les coûts avec exactitude parce qu'il y a des éléments impondérables, comme les taux d'intérêt. Vous pouvez compter sur moi pour ne pas se lancer dans un débat référendaire sans avoir tous les éléments nécessaires à l'information des Québécois. »

Le ministre des Finances, M. Gérard D. Lévesque, a toutefois admis que ce sont ses propres fonctionnaires qui ont transmis ces évaluations de coûts à la Commission Bélanger-Campeau.

Fort des récents sondages, M. Bourassa s'est réjoui de constater qu'une « majorité très nette » de Québécois sont d'accord avec lui pour donner une autre chance au fédéralisme. Et il constate une « incontestable » volonté de changement ailleurs au pays.

S'il n'est pas question de reprendre les négociations à 11 pour le moment, le premier ministre a clairement indiqué qu'il est prêt à discuter avec d'autres provinces, dans la mesure où une modification à la règle de l'unanimité lui épargnerait de se retrouver en face d'un intraitable Clyde Wells.

« La position du gouvernement est de commencer à négocier d'abord au niveau fédéral. Éventuellement, c'est clair qu'il faudra voir s'il y a utilité d'élargir », a-t-il déclaré.

À trois semaines du congrès général, le balancier libéral semble retourner du côté fédéraliste. Le président du PLQ, M. Jean-Pierre Roy, parlait hier d'une soixantaine d'amendements au rapport Allaire.

Le ministre John Caccia y voyait un « document fédéraliste ». Son collègue Raymond Savoie prévoyait qu'il serait « adouci ». M. André Bourbeau évoquait, lui aussi, des « modifications » à venir. Il trouve par exemple excessif de proposer l'abolition du Sénat.

Le chef de file incontesté des fédéralistes, M. Claude Ryan, semblait encouragé par la tournure du débat. « Les derniers mois ont été extrêmement difficiles, nuageux. Nous espérons voir un peu de soleil très bientôt », disait-il.

## États-Unis...

déçu » par le discours prononcé le jour même par le président Saddam Hussein, dans lequel il n'avait vu « aucune lueur d'espoir ni de compromis ».

Le plan soviétique contredit plusieurs des exigences des États-Unis, mais ne relie plus le retrait de l'Irak du Koweït à la tenue d'une conférence sur le Moyen-Orient, comme l'exigeait Bagdad.

Le projet de Moscou prévoit un cessez-le-feu, suivi le lendemain par un début de retrait du Koweït sans fixer de limite de temps. Or, le président George Bush a répété fréquemment qu'il voulait un retrait immédiat et massif des forces irakiennes.

Le projet prévoit également une levée des sanctions économiques des Nations unies contre l'Irak. Or le secrétaire d'État James Baker a fait savoir que si le président Saddam Hussein restait au pouvoir à Bagdad avec une armée importante, un système d'embargo contre les ventes d'armes à l'Irak devrait être maintenu.

Enfin, le plan soviétique ne mentionne pas la restauration du gouvernement koweïtien, objectif déclaré du Conseil de sécurité depuis le 9 août.

Selon le Washington Post, le président Bush avait demandé à son homologue soviétique d'ajouter trois points à son initiative, en prévoyant notamment un délai maximal de quatre jours pour un retrait irakien du Koweït.

Dans un message adressé cette semaine à Gorbatchev, Bush a demandé que la proposition soviétique prévoit : un retrait des troupes irakiennes du Koweït dans un délai de quatre jours après la conclusion d'un accord sur ce retrait, la libération immédiate de tous les prisonniers de guerre et la révélation de la localisation de tous les champs de mines, a précisé le Post.

C'est Vitaly Ignatenko, le porte-parole du Kremlin, qui avait indiqué que l'Irak répondait « positivement » au plan de paix soviétique.

Il avait fait cette annonce à l'issue de près de deux heures et demie d'entretiens au Kremlin entre le président soviétique et le chef de la diplomatie irakienne, Tarek Aziz, quelques heures seulement après que Bagdad eut déclaré sa détermination à poursuivre la guerre.

## Le plan de paix soviétique

MOSCOU (AFP) — Voici les phases du plan de paix soviétique acceptées par le ministre irakien des Affaires étrangères, Tarek Aziz, hier à Moscou, telles qu'elles ont été présentées à la presse par le porte-parole de la présidence soviétique, Vitaly Ignatenko.

- 1 — L'Irak déclare le retrait complet et inconditionnel de ses troupes du Koweït.
- 2 — Le retrait des troupes commence le jour suivant la fin des hostilités.
- 3 — Le retrait des troupes s'effectuera dans des délais fixés.
- 4 — Après le retrait des deux tiers de toutes les forces armées du Koweït, l'action des sanctions économiques prévues par les Nations unies est suspendue.
- 5 — Après la fin du retrait
- 6 — Tout de suite après le cessez-le-feu, tous les prisonniers de guerre sont libérés.
- 7 — Le retrait des troupes est supervisé par des pays non participants au conflit sur mandat du Conseil de sécurité de l'ONU.
- 8 — Le travail sur les précisions de formulation et sur les détails concrets se poursuit.

des troupes du Koweït, les raisons mêmes pour lesquelles ont été adoptées les résolutions du Conseil de sécurité deviennent caduques et ces résolutions ne sont donc plus valides.

des troupes du Koweït, les raisons mêmes pour lesquelles ont été adoptées les résolutions du Conseil de sécurité deviennent caduques et ces résolutions ne sont donc plus valides.

des troupes du Koweït, les raisons mêmes pour lesquelles ont été adoptées les résolutions du Conseil de sécurité deviennent caduques et ces résolutions ne sont donc plus valides.

des troupes du Koweït, les raisons mêmes pour lesquelles ont été adoptées les résolutions du Conseil de sécurité deviennent caduques et ces résolutions ne sont donc plus valides.

**TWIK KÉDELIQUE**

ECLAT DE COULEURS...  
**la robe fleurs pop'art**

pop'art une touche animée, un courant majeur du printemps... lichtenstein, warhol, les initiateurs d'une vision nouvelle, audacieuse... comme twik dans sa robe moulante à fleurs stylisées... comme twikédélique, une collection choc, portrait de toute une génération à venir la robe pop'art 105.00

**TWIK**

la maison  
**simons**

PLACE STE-FOY GALERIES DE LA CAPITALE VIEUX QUÉBEC

LA TROIS

LE SOLEIL



**Irakien expulsé**

WASHINGTON (AFP) — Le département d'État a signifié hier au chargé d'affaires irakien à Washington, M. Khalil Shewayish, qu'un des quatre derniers diplomates de l'ambassade était expulsé pour conduite incompatible avec ses fonctions, a indiqué un responsable du département d'État. La formule semble indiquer que ce diplomate qui devra avoir quitté les États-Unis d'ici à minuit demain, s'est rendu coupable d'espionnage.

**Attentat raciste**

(AFP) — La maison d'un Américain d'origine irakienne a été incendiée à Tulsa (Oklahoma) et les autorités ont découvert inscrits à la peinture sur un mur extérieur de celle-ci les mots : « Vous êtes morts ». Abdel al Musawi et sa famille qui étaient en vacances au Texas, avaient reçu des appels téléphoniques menaçants le mois dernier et les enfants étaient harcelés à l'école. L'épouse de M. al Musawi est américaine.

**Chute d'hélicoptère**

WASHINGTON (AFP) — Sept militaires américains ont été tués, hier, dans un accident d'hélicoptère en Arabie Saoudite. Il s'agit des plus lourdes pertes américaines non dues aux combats depuis le début de l'opération Tempête du désert le 17 janvier.

**Gilets de protection**

WASHINGTON (AFP) — Le Pentagone a annoncé, hier, qu'il avait commandé 44 000 gilets de protection pour remplacer ceux qui seraient endommagés au cours d'une éventuelle guerre terrestre prolongée contre l'Irak. Les gilets en question faits de 13 couches de kevlar, protègent contre les éclats de mines, de mortiers, d'obus et de grenades, mais pas contre les balles. Le Pentagone estime que le port permanent de ces gilets au Vietnam aurait permis de réduire les victimes américaines de 40 %.

**Avions pris au piège**

BERLIN (AFP) — Dix chasseurs irakiens MiG-21, qui avaient été expédiés dans l'ex-RDA avant l'invasion du Koweït pour y être réparés, ont été bloqués par le conflit du Golfe et risquent de ne jamais quitter l'Allemagne. Les avions, qui reposent en pièces détachées dans les hangars de l'aéroport de Dresde sont aujourd'hui synonymes de catastrophe pour les ateliers d'entretien qui en ont la charge. La société en question a déposé, sans grande conviction, une demande de remboursement de 2,7 millions \$ auprès du ministère allemand de l'Économie.

**Koweïtiens à l'aide**

RIYAD (AFP) — Une quarantaine de Koweïtiens sont arrivés hier à Riyad pour aider les Britanniques à coordonner leurs activités avec les forces alliées arabes en cas d'offensive terrestre au Koweït. Outre ces « éclaireurs » koweïtiens, il y en a 1000 autres qui aident l'armée américaine dans des tâches similaires. Il y a environ 18 000 soldats koweïtiens qui sont déployés en Arabie Saoudite, dont 7000 volontaires.

**Paris contredit Ben Bella**

PARIS (AFP) — Les affirmations faites mercredi à la radio algérienne par l'ancien président algérien Ahmed Ben Bella selon lesquelles des négociations secrètes franco-irakiennes auraient eu lieu avant le 15 janvier ont été catégoriquement démenties hier à Paris. M. Ben Bella avait affirmé avoir « personnellement assisté à des négociations franco-irakiennes à Genève » entre un conseiller de M. Mitterrand et le demi-frère du président Saddam Hussein, M. Barzan Takriti, ambassadeur d'Irak en Suisse. Selon lui, à l'issue de « plusieurs rencontres secrètes », les négociateurs étaient parvenus à un « scénario » et « il ne fallait plus que le ministre français des Affaires étrangères se rende en Irak pour le signer avec les Irakiens et c'était la paix ». Selon M. Ben Bella ce sont les États-Unis qui s'y étaient opposés.

**Accès aux prisonniers**

RIYAD (AFP) — Un responsable américain a déclaré hier que les services spécialisés de l'armée américaine étaient autorisés par les Saoudiens à interroger les prisonniers de guerre irakiens. « Nous obtenons des informations utiles, très utiles, des prisonniers de guerre », a ajouté ce responsable. Toutes les armées alliées qui font des Irakiens prisonniers doivent les remettre aux Saoudiens.

L'offensive des alliés se poursuit

(Reuter, AFP) — Les forces de la coalition poursuivent les opérations militaires malgré l'annonce faite à Moscou hier soir de l'acceptation par l'Irak du plan de paix soviétique, a déclaré un responsable du Commandement central américain à Riyad, en Arabie Saoudite.

« La guerre ne s'est pas arrêtée », a souligné le commandant de marine Nathan Jones. « Nous n'avons pas reçu d'autre consigne de Washington que de continuer » et « le rythme n'a pas changé », a-t-il ajouté.

Dans l'après-midi, à Washington, le secrétaire américain à la Défense, Dick Cheney, avait déclaré que les opérations militaires des forces alliées se poursuivront dans le Golfe parce que le président Saddam Hussein ne montrait aucun signe de retrait de ses forces du Koweït. Mais c'était avant la réponse donnée par Bagdad à l'initiative de paix de Moscou.

**Incursions**

Hier, à Riyad, le général américain Richard Neal a confirmé que des unités de la coalition anti-irakienne franchissaient régulièrement la frontière saoudienne pour des opérations en territoire contrôlé par l'Irak.

Des rumeurs d'opérations au-delà de la frontière circulaient depuis plusieurs jours. Elles avaient été confirmées mercredi par l'annonce de la capture de plus de 400 soldats irakiens lors d'un raid d'hélicoptères sur des positions fortifiées.

L'Irak a reconnu les faits elle aussi, mais a affirmé avoir repoussé ces attaques infligeant de « lourdes pertes » aux troupes adverses, a rapporté Radio-Bagdad captée par les services de la BBC.

Les forces américaines sont retournées hier dans ce secteur — dont la localisation n'a pas été mentionnée —, a indiqué le porte-parole, faisant de nouveaux prisonniers et saisissant des documents.

Par ailleurs, l'armée américaine a soumis hier les Irakiens à un barrage nourri de roquet-

tes, lors de l'une des plus intenses opérations de tirs depuis le début de la guerre.

Ces tirs étaient dirigés vers un territoire situé entre 18 et 30 km à l'intérieur de l'Irak.

Malgré le mauvais temps, a également indiqué le porte-parole, les avions de la coalition

ont effectué 2400 sorties contre les positions irakiennes. Huit cent de ces sorties visaient des objectifs au Koweït et 100 des positions de la Garde républicaine.

**Armes chimiques**

Selon des sources militaires alliées, citées hier par l'Agence britannique Press Association, l'Irak, après d'ultimes préparatifs, est en mesure de lancer une attaque préventive à l'arme chimique contre la coalition.

Des obus et des roquettes remplis de gaz neurotoxiques et

de gaz moutarde ont été achevés ces derniers jours en première ligne, dans les unités d'artillerie de l'armée irakienne, selon l'agence.

De son côté, l'Irak a « certainement entrepris une remise en état de ses lanceurs de missiles Scud », indique dans son numéro de mars la revue *Jane's Soviet Intelligence Defence Review*.

Selon Henry Dodds, rédacteur en chef de la revue, l'armée irakienne avait en effet suffisamment de pièces détachées et

de missiles en stock pour posséder, encore à l'heure actuelle, une capacité de lancement.

Saddam a dévoilé ses buts il y a 13 ans

HAMBOURG (Reuter) — Treize ans avant de conduire l'Irak à la guerre du Golfe, Saddam Hussein avait dévoilé sa stratégie pour l'unité du monde arabe dans un livre dont le titre allemand est *Unser Kampf (Notre Combat)*.

L'hebdomadaire allemand *Hamburger Rundschau*, dans sa dernière édition, révèle des extraits de ce livre, publié en 1977 en Irak et en Suisse (aux éditions Sartec).

Saddam Hussein, qui n'était alors qu'un membre du Conseil révolutionnaire au pouvoir à l'époque à Bagdad, y développait trois grands principes pour parvenir à ses objectifs politiques.

« Nous croyons en une politique de tensions et de préparatifs de guerre, écrivait-il notamment, selon les extraits publiés par l'hebdomadaire. Nous pensons qu'en période de tensions, les Arabes retrouveront leur unité. »

Son deuxième but était de diviser l'Europe, les États-Unis et le Japon en usant de l'arme du pétrole. « Plus il y aura de centres de pouvoir, plus notre sphère d'influence sera grande », estimait-il.

L'expulsion des juifs d'Israël et la création, à sa place, d'un État palestinien était le troisième but défini par Saddam Hussein, toujours selon les extraits du *Hamburger Rundschau*.

L'hebdomadaire met l'accent sur le fait que ce livre est resté ignoré des hommes politiques et des spécialistes du Moyen-Orient pendant les huit années de la guerre Iran-Irak et depuis le début de la crise du Golfe, en août dernier.

Le heavy metal fait partie de l'arsenal US

(AFP) — Les commandos de Marines américains utilisent aussi « l'artillerie lourde » du rock « heavy metal » — utilisée avec succès en décembre 1989 contre le général Manuel Noriega retranché dans la mission du Vatican à Panama — pour démoraliser les troupes irakiennes et les inciter à la désertion.

Cette musique de rock est diffusée dans le désert par d'immenses haut-parleurs placés sur des murs de sacs de sable ou montés sur des plates-formes de camions.

La musique est entrecoupée de messages en arabe ainsi libellés : « Cher soldat. Si tu veux un repas chaud, un traitement meilleur et ta sécurité personnelle, rends-toi aux forces armées américaines ».

Des hélicoptères américains patrouillent également le long de la frontière pour diffuser ce message aux troupes irakiennes et déverser des tracts de propagande derrière les lignes irakiennes, afin de saper le moral des troupes adverses en les incitant à désertir.

Les désertions se font au compte-gouttes et parfois les candidats déserteurs sont fraîchement reçus, faute d'être compris.



Deux Jordaniens n'ont rien voulu manquer de la déclaration du président Saddam Hussein d'Irak hier. À quelques heures de sa réponse à l'initiative de paix soviétique, le leader irakien a réitéré à cette occasion sa détermination de venir à bout des forces alliées.

Un retrait pourrait prendre des mois

LONDRES — Un retrait irakien du Koweït pourrait prendre des semaines, voire des mois, tant les destructions d'infrastructures par les alliés ont été massives.

par NICHOLAS DOUGHTY de l'Agence Reuter

Les voies de communications, ponts, routes, chemins de fer notamment, ont été parmi les cibles privilégiées des forces coalisées, notamment entre l'Irak et le Koweït pour isoler les troupes d'occupation. Celles-ci, après cinq semaines de pilon-

nages intensifs, sont démoralisées, à en croire les Américains.

« En tenant pour acquis que les alliés ont fait leur travail comme il faut, il leur faudra (aux Irakiens) beaucoup plus de temps pour partir qu'il n'en a fallu pour qu'ils s'installent », souligne Simon Lunn, expert en matière de défense et ancien officier de l'armée britannique.

« Cela pourrait prendre des

semaines, voire des mois, c'est difficile à dire. »

La plupart des moyens de transport ayant été détruits, il faudra à près d'un demi-million d'hommes prendre la direction du nord à pied.

Il y a peu de routes à travers le désert koweïtien jusqu'à la frontière irakienne. Et elles ont été durement pilonnées.

La distance n'est pas énorme — environ 120 km entre la ville de Koweït et la frontière, mais les voies de communications risquent d'être rapidement en-

gorgées dès le début d'une trêve.

**Prises de guerre**

Pour les véhicules en état de marche, un problème de ravitaillement en carburant risque de se poser. Selon les alliés, les stocks disponibles sont réduits. « La production des raffineries irakiennes a pratiquement cessé. Ils vivent désormais sur leurs stocks », déclare-t-on de source militaire à Londres.

Les difficultés irakiennes pourraient encore être aggravées par les exigences alliées concernant la destruction des champs de mines au Koweït, l'interdiction de rapatrier en Irak les armes lourdes déployées dans l'émirat occupé.

Les Irakiens, notamment les troupes d'élite de la Garde républicaine, pourraient choisir de les détruire sur place plutôt que de les abandonner comme prises de guerre.

Un retrait militaire, même sous le couvert d'une cessation des hostilités, constitue une énorme opération logistique.

Les Soviétiques en savent quelque chose depuis l'effondrement de leurs satellites en Europe de l'Est et la mort virtuelle du Pacte de Varsovie.

Moscou a conclu des accords par lesquels le rapatriement de ses forces d'au moins cinq pays, y compris de l'ancienne RDA, s'étalera sur plusieurs années, jusqu'en 1994.

Bagdad craint les épidémies

(Reuter, AP) — Le maire de Bagdad, Abdoul Moun'ém Rachid, a déclaré hier que sa ville était menacée par des épidémies de choléra et de typhoïde. De son côté, l'ambassadeur du Koweït aux Nations unies a soutenu que son pays occupé par l'Irak vit une famine.

Les pénuries d'eau et les dommages subis par les services publics pourraient bien transformer Bagdad « en une ville de malades », a expliqué le maire de la capitale irakienne.

La ville, qui comptait quatre millions d'habitants avant la guerre, souffre d'ores et déjà d'un manque d'eau et d'électricité, qui fait que les stations de pompage ne sont pas en mesure

de canaliser les eaux usées vers les stations d'épuration.

« Une situation comme celle-ci est (dangereuse) pour la santé publique et pourrait prochainement déboucher sur l'extension d'épidémies comme le choléra ou la typhoïde, et cela contraindra les habitants à quitter leurs habitations », a dit le maire.

**Koweït**

De son côté, l'ambassadeur koweïtien à l'ONU, Mohammed

Des coûts de 58 à 77 milliards US pour les alliés

WASHINGTON (AFP) — Le gouvernement américain estime que la guerre du Golfe coûtera, pour l'exercice financier en cours, entre 58 et 77 milliards \$, selon des documents du Pentagone obtenus par la presse américaine.

Pour financer les opérations militaires, le gouvernement américain annoncera aujourd'hui qu'il demandera au Congrès de débloquer 15 milliards \$, plus l'utilisation de l'enveloppe tota-

le de 51 milliards \$ de participation des pays alliés à l'effort de guerre.

Il s'agit des premières estimations officielles du coût de la guerre.

Selon ces documents, le coût

des combats de l'opération Tempête du désert (entrée dans son 36e jour hier) s'élèvera, d'ici au 31 mars, de 25 à 44 milliards. Le coût exact dépendra de la nature des combats qui seront décidés, est-il encore précisé.

Les responsables de la Maison-Blanche avaient indiqué la semaine dernière qu'ils demanderaient 56 milliards \$ au

Congrès au titre de l'exercice financier en cours (qui a commencé le 1er octobre 90) pour financer l'opération.

La Chambre des représentants a adopté hier une proposition de loi exigeant que l'administration fournisse au Congrès des rapports mensuels sur le coût de la guerre contre l'Irak et les contributions financières apportées par les alliés des États-Unis.

## Imposition de frais de scolarité au cégep

# Les étudiants mettent la ministre Robillard en garde

Deux fédérations étudiantes ont mis en garde, hier, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, Mme Lucienne Robillard, contre toute imposition de frais de scolarité au cégep.

Pour sa part, celle-ci a confirmé, à l'assemblée générale de la Fédération des cégeps, qu'une hypothèse en ce sens est présentement étudiée au gouvernement et qu'elle-même ne s'oppose pas à cette étude.

Actuellement, les cégepiens ne paient que des frais d'inscription, variant entre 40 \$ et 100 \$ par année, pour des services complémentaires, comme les notes de cours.

Le président de la Fédération des cégeps croit que le gouvernement, avant d'imposer des frais au cégep, devrait étudier d'autres avenues pour améliorer le financement de ces institutions.

Selon M. Sanssouci, les entreprises qui profitent de la formation professionnelle et technique donnée dans les cégeps devraient contribuer davantage à leur financement, comme cela se fait dans les autres pays.

M. Sanssouci voit aussi dans la création de fondations collégiales, comme il en existe dans les universités, une formule intéressante pour donner une marge de manœuvre plus grande aux cégeps.

### Nouveau programme

La ministre Robillard a profité de son passage à l'assemblée générale de la Fédération des cégeps pour annoncer l'implantation du nouveau programme de sciences humaines au niveau collégial, dès septembre 1991.

Ce nouveau programme vise à fournir une solide formation de base axée sur la rigueur de la pensée, la formation fondamentale et l'intégration des connaissances.

Ce programme ramènera à une



Cette rumeur d'introduire des frais de scolarité est « un sujet qui date depuis plusieurs années » selon la ministre Robillard, mais c'est la première fois qu'elle est prise avec autant de sérieux.

quarantaine le nombre de cours disponibles de manière à garantir la qualité du cheminement de formation emprunté par près de 50 000 étudiants.

AUJOURD'HUI  
DE 14 À 22h

# EXPO HABITAT

## LE GRAND SALON DE L'HABITATION

DU 15 AU 24 FÉVRIER  
PARC DE L'EXPOSITION

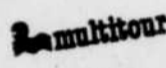


### LE CARREFOUR DE LA CONSTRUCTION

Venez obtenir tous les détails concernant le nouveau programme d'aide à l'achat d'une maison neuve du gouvernement du Québec. Vous y rencontrerez également des constructeurs de la région; des spécialistes vous renseigneront sur tout ce qu'il faut savoir avant d'acheter une maison neuve, services financiers, notariat, assurances, etc.

Un programme informatique sur ordinateur vous permettra également d'obtenir des informations qui vous guideront dans l'achat de votre maison neuve.

De plus, en allant visiter les maisons modèles qui font partie de la promotion, vous courez la chance de gagner 2 billets d'avion pour la Floride, une collaboration de



Renseignements sur place.

### EXPO HABITAT: UN SALON SPECTACULAIRE

Venez voir tout ce qui est nouveau dans le domaine de l'habitation: matériaux, salles de bains, armoires de cuisine, portes et fenêtres, systèmes de chauffage et de rangement, tous les produits de décoration et de rénovation.

### EXPO HABITAT: UNE MINE DE RENSEIGNEMENTS

Indispensable pour tous. Présenté par l'Association Provinciale des Constructeurs d'Habitation du Québec, région de Québec.

Venez profiter de l'expérience de centaines de spécialistes sur place; ils vous feront découvrir les meilleures aubaines et vous offriront un service personnalisé.

## LA MAISON EXPO HABITAT À VENDRE AU PLUS OFFRANT

Allez visiter cette superbe résidence entre le 15 et le 24 février pendant les heures d'ouverture du Salon; elle est située au 1222, rue Jacques, dans le quartier Jouvence à Val-Bélair. Évaluation de construction: 150 000 \$ - Mise à prix: 80 000 \$.

Venez faire votre offre au stand aménagé à cette fin à l'entrée du Salon. Renseignements supplémentaires: 524-0847

Profitez de ces avantages financiers uniques:  
— Rabais d'intérêt de 5 000 \$ réparti sur deux ans offert par la Fiducie Desjardins.  
— Le programme de subvention à la construction offert par la Ville de Val-Bélair pouvant atteindre 7 000 \$ sur 3 ans.  
La Maison Expo Habitat, une aubaine unique pour la personne qui fera la meilleure offre.

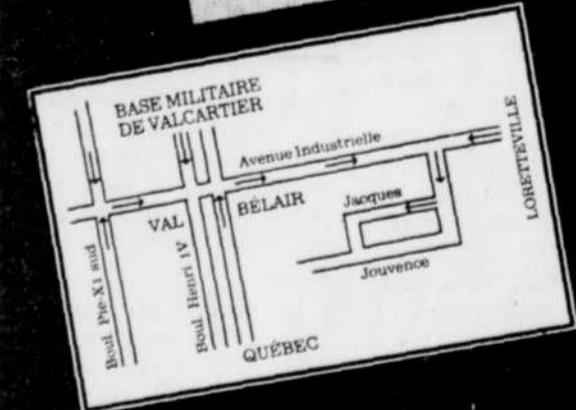


Maître d'oeuvre

**Batica inc.**  
ENTREPRENEUR GÉNÉRAL

Conception  
**ARTECHNICA inc.**  
L'ART et la TECHNIQUE  
au service de la conception de plans

VILLE DE VAL-BÉLAIR



Aménagement  
**VERSEN inc.**

**Fiducie Desjardins**

HEURES D'OUVERTURE  
DU SALON ET DE LA  
MAISON

Les samedis: de 11 h à 22 h  
Les dimanches: de 11 h à 18 h 30  
Sur semaine: de 14 h à 22 h

Entrée: 6,00 \$  
5,50 \$ âge d'or et étudiants  
Gratuite: enfants de moins de 12 ans accompagnés d'un adulte.

DU 15 AU 24 FÉVRIER AU

PARC DE L'EXPOSITION, LES PAVILLONS DE L'AGRICULTURE  
DE LA JEUNESSE ET QUÉBEC



**LE SOLEIL**  
IL BRILLE POUR TOUT LE MONDE!

TÉLÉ 4

**Leblanc**

par VINCENT CLICHE  
LE SOLEIL

Quant à la Fédération des cégeps, elle est, à l'heure actuelle, en faveur de la gratuité scolaire au cégep, selon son président, M. Yves Sanssouci, également directeur général au collège Édouard-Montpetit.

Cette rumeur d'introduire des frais de scolarité est « un sujet qui date depuis plusieurs années » selon la ministre Robillard, mais c'est la première fois qu'elle est prise avec autant de sérieux.

Pour la Fédération étudiante collégiale du Québec et la Fédération étudiante universitaire du Québec, si le gouvernement décidait d'imposer des frais de scolarité au cégep, elles lui livreraient « une bataille comme il n'en a jamais connue ».

Selon ces fédérations, le gouvernement ne pourra pas convenir d'imposer des frais de scolarité au cégep, comme il a haussé les frais de scolarité dans les universités, c'est-à-dire sur simple décision du conseil des ministres. Cette fois-ci, il devra amender l'article 24 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel, qui prévoit la gratuité à ce niveau d'enseignement.

## Participation dans les commerces qui portent son nom

# Les faits tendent à contredire les allégations d'André Viger

Les déclarations répétées du marathonien paraplégique André Viger à l'effet qu'il n'a aucune participation active et rémunérée dans les commerces d'appareils orthopédiques qui portent son nom jurent avec certaines de ses interventions dans la gestion et la publicité de ces entreprises. Les pièces obtenues par LE SOLEIL tendent à démontrer le contraire de ce qu'il avance.

par ROGER BELLEFEUILLE  
LE SOLEIL

Dans une lettre du 10 août 1990 qui lui est personnellement adressée à la Maison André-Viger de Montréal, la notaire Denise Courtemanche l'informe avoir reçu un chèque de 5000 \$ de M. Bernard Maltais « à titre de dépôt pour l'achat d'une franchise de la Maison André-Viger de Québec ».

L'athlète signe aussi une circulaire non datée dans laquelle le lecteur peut être porté à croire qu'il est effectivement le nouveau directeur général de la même maison. Le libellé est le suivant: « Depuis le 1er octobre 1988, pour répondre davantage à vos besoins,

une nouvelle équipe s'est greffée à André Viger (nouveau directeur général), pour vous offrir les services suivants à domicile ou à nos locaux. » Suit une énumération des divers services et produits offerts.

M. Viger signe aussi un encart publicitaire de la Maison André-Viger de Montréal, dans le périodique Paragad, été 1990, publication de l'Association canadienne de paraplogie. Il y met particulièrement en relief les produits d'ostomie et d'incontinence disponibles à ce commerce.

Enfin, le 19 mars 1990, cette même maison adresse une lettre à un client au sujet d'une facture

relative à la location d'un fauteuil roulant. La missive est signée par l'adjointe-administrative, mais avec copies à MM. Michel Vaugois et André Viger. Dans aucun de ces cas, l'athlète ne s'affiche comme conseiller technique en matière de fauteuils roulants de compétition.

Pourtant, depuis que LE SOLEIL a dévoilé lundi les enquêtes de la Société de l'assurance automobile du Québec et de la Sûreté du Québec au sujet de présumées factures « douteuses » faites, entre autres commerces, à cette maison de Montréal, M. Viger a toujours soutenu qu'il n'avait aucun intérêt financier dans ces entreprises et qu'il n'était aucunement mêlé à la gestion interne des commerces qui portent son nom, et que son rôle se limitait à celui de conseiller technique en matière de fauteuils roulants de compétition.

LE SOLEIL a bien tenté de communiquer avec lui, hier, mais en vain.

## Selon la chaîne d'alimentation Provigo

# Les médias accordent peu d'attention à l'amélioration de l'environnement

Tout en pressant le monde des affaires d'assumer son leadership dans la protection de l'environnement, le président de la chaîne d'alimentation Provigo, M. Yvan Bussièrès, déplore que les moyens d'information, principalement la presse électronique, accordent peu d'attention aux solutions proposées et aux améliorations apportées au chapitre de la protection de l'environnement.

par RÉJEAN LACOMBE  
LE SOLEIL

Alors qu'il s'adressait aux membres de la Chambre de commerce de Charlesbourg réunis au mont Tourbillon à Lac-Beauport, M. Bussièrès constate que les médias d'information accordent beaucoup de temps d'antenne aux dégâts causés par les déversements océaniques, la déforestation et toutes les catastrophes écologiques.

« Je trouve également que les médias, de rajouter le président

de Provigo, font très peu état ou sollicitent à peine les commentaires du monde scientifique. »

Après avoir passé en revue tous les moyens mis de l'avant par Provigo et ses filiales pour lutter contre la pollution, M. Bussièrès croit que la solution à toute la question environnementale, d'un point de vue économique, sera d'insérer la préoccupation environnementaliste dans le processus de décision de tous les intervenants.

« Et, ajoute-t-il du même souffle, l'inverse est aussi vrai. Les gouvernements et les environnementalistes devront tenir compte de la croissance économique dans l'échafaudage de leurs solutions à la protection de l'environnement. La solution à la problématique environnementale sera composée

d'un mélange de réglementations gouvernementales, de gestes volontaires de tous les intervenants et de lois du marché qui permettra la croissance économique sans que nécessairement l'environnement en fasse les frais. »

Il ne fait donc plus aucun doute dans l'esprit du président de Provigo que l'urgence de la situation devrait suggérer à tout le monde que le temps n'est plus à la confrontation mais plutôt à la collaboration.

« À cet égard, précise-t-il, le monde des affaires doit assumer son leadership sinon la réponse à la problématique environnementale risque d'être boiteuse et inadéquate. »

Tout en se disant convaincu que la protection de l'environnement n'était pas une mode passagère, mais bien une préoccupation prioritaire chez la plupart des Québécois et des Canadiens, M. Bussièrès constate que cette fameuse protection environnementale n'est plus l'apanage d'une élite bien renseignée ou d'un petit groupe de contestataires.

LES  
ANNONCES  
CLASSÉES

LE SOLEIL

647-3311  
ça sonne!

### La taxation de l'auto demandée

La Communauté urbaine de Québec (CUQ) demande au gouvernement de taxer l'automobile pour financer le fonctionnement des commissions de transport. La mairesse de Sainte-Foy, Mme Andrée P. Boucher, a des réserves sur cette solution car c'est encore « se brancher au robinet ». Ça peut se retourner contre les consommateurs car le transport de marchandises coûtera plus cher et cette différence sera transférée sur la marchandise. Le CAA-Québec dit pour sa part que l'automobiliste n'a pas à faire les frais du manque d'attrait du transport en commun ni à compenser pour la mauvaise gestion des fonds publics.

# LA POLITIQUE



## Comparution de Gabriel Fontaine

À la sortie de la salle des comparutions, hier, au palais de justice de Québec, Me Mario Bilodeau s'est entretenu quelques instants avec son client, Gabriel Fontaine, le député fédéral de Lévis. Au nom de ce dernier, l'avocat venait de plaider non coupable à une accusation de fraude de moins de 1000 \$. Dans l'autre dossier comportant huit accusations de fraudes aux dépens de particuliers et du gouvernement du Canada, quatre d'abus de confiance et une de complot pour commettre une fraude, Fontaine a choisi d'être jugé par un juge et un jury. Il subira son enquête préliminaire les 8 et 9 mai.

## Selon le maire Jean-Bosco Boursier

# Des flambées de violence sont encore possibles à Châteauguay

OTTAWA — Le maire de Châteauguay Jean-Bosco Boursier prévoit une recrudescence de la violence si de nouvelles barricades devaient être érigées aux points d'accès du pont Mercier sur la rive sud du Saint-Laurent.

par HUGUETTE YOUNG  
de la Presse canadienne

Témoignant devant le Comité permanent des Affaires autochtones, M. Boursier a indiqué que les tensions étaient encore vives entre les Blancs de Châteauguay et les autochtones de la réserve de Kahnawake. Ceux-ci avaient bloqué l'entrée au pont Mercier cet automne en guise d'appui aux revendications des Mohawks de Kahnawake, forçant ainsi les citoyens de Châteauguay et des municipalités environnantes de faire de longs détours pour se rendre sur l'île de Montréal.

M. Boursier a expliqué que Châteauguay avait elle aussi ses « Warriors blancs » et qu'il y aurait peut-être plus d'un mort si la saga des barricades devait se répéter.

« Si on se mettait dans la tête de faire un nouveau blocus, on ne pourrait plus avoir le contrôle sur une partie de la population », a-t-il soutenu.

Il a expliqué aux journalistes qu'une poignée de citoyens qui avaient d'ailleurs contribué au malaise entre les Blancs et les autochtones au plus fort de la crise n'accepteraient pas de voir leur liberté de circulation brimée encore

une fois.

L'image et la réputation de cette petite municipalité ont été ternies à la suite des événements de l'été dernier, a ajouté le maire. Aussi, les relations entre le conseil de bande de Kahnawake et la municipalité sont-elles à un point mort, a-t-il poursuivi.

M. Boursier a souhaité que le temps arrange les choses entre les Blancs et les Mohawks.

Le maire a rejeté une partie du blâme relativement aux incidents violents récents sur « l'absence totale du gouvernement fédéral » dans cette affaire et sur le manque de sérieux affiché par le gouvernement du Québec.

Et pendant que les gouvernements laissaient « pourrir » la situation, l'appareil policier jouissait d'une trop grande liberté, a-t-il précisé, ce qui a attisé les tensions au sein de la communauté.

Bref, pour le maire de Châteauguay, le système gouvernemental fait largement défaut et ne tient pas compte des doléances des autochtones pendant que les ministres des Affaires autochtones « jouent à la chaise musicale ».

Au cours de cette journée chargée, une autre témoin, une jeune Mohawk de 15 ans, Waneeck Horn-Miller, a déclaré qu'elle

avait été « poignardée » par un militaire de l'armée canadienne lors de bousculades le jour de la reddition des Warriors le 26 septembre.

Sans émotion, elle a expliqué plus tard aux journalistes qu'un militaire « avait cherché à la tuer » et qu'il ne s'agissait aucunement d'un accident. Elle a expliqué qu'elle avait été atteinte au sternum par un coup de baïonnette d'un militaire qu'elle n'a pu nommer.

Elle a porté plainte mercredi au bureau de la Sûreté du Québec à Saint-Eustache. De dire l'agent Robert Poeti de la SQ, la plaignante a soutenu dans sa déclaration qu'elle aurait été victime de voies de fait et qu'elle aurait plutôt été atteinte à l'épaule.

Waneeck Horn-Miller, fille de Kahn-Tineta Horn, une fonctionnaire du ministère des Affaires indiennes qui avait été démise de ses fonctions à la suite des événements d'Oka, a expliqué que sa plaie s'était infectée. Elle a indiqué qu'elle avait attendu cinq mois avant de porter plainte parce qu'elle ne savait pas à qui s'adresser.

M. Bill Montour du Conseil des six nations a relaté pour sa part que la crise d'Oka n'était pas un incident isolé. Selon lui, il faut à tout prix accélérer le règlement des quelque 580 revendications territoriales particulières des autochtones, question qui était à la source même du conflit d'Oka, a-t-il avancé.

# Le Canada offre 800 soldats pour surveiller un retrait du Koweït

Le Canada a informé le Secrétaire général des Nations unies qu'il était prêt à envoyer, « dans un délai de quelques heures », les troupes canadiennes actuellement stationnées à Chypre et au Liban pour surveiller un éventuel cessez-le-feu au Koweït.

par MICHEL VASTEL  
LE SOLEIL

De retour d'une tournée européenne, le Secrétaire d'Etat, Joe Clark, a révélé hier que le Canada, de même que l'Irlande, la Norvège, la Suède et la Finlande, ont convenu de mettre les quelque 4700 militaires actuellement engagés comme « casques bleus » au Moyen-Orient, à la disposition des Nations unies. Pour le Canada, il s'agit de 575 militaires basés à Chypre et 228 autres stationnés dans les hauteurs du Golan, entre la Syrie et Israël.

M. Clark a précisé qu'il ne s'agirait pas d'une force de maintien de la paix, dont la responsabilité

devra être confiée, plus tard, à des pays de la région. Par contre, il estime que dès la signature d'un cessez-le-feu, il faudra immédiatement déployer plusieurs milliers d'hommes pour surveiller le retrait de l'armée irakienne du Koweït. Il s'agirait selon lui « d'une force de vérification et d'observation de la trêve ». La même mission avait été confiée à une force multinationale, dont le Canada faisait partie, à la fin du conflit entre l'Irak et l'Irak. Ces hommes sont rentrés au Canada depuis.

Officieusement, les cinq pays impliqués dans l'offre d'hier au Secrétaire général de l'ONU ont créé le « groupe d'Oslo » qui tient une réunion aujourd'hui dans la capitale norvégienne, afin de pré-

parer un plan concret de déploiement de leurs troupes au Koweït, si l'ONU en fait la demande. Les principaux membres arabes de la coalition — l'Arabie saoudite et l'Égypte, de même que l'Irak — ont fait savoir qu'une force de surveillance du cessez-le-feu composée des troupes de ces cinq pays leur serait acceptable.

Pour sa part, le Canada souhaite qu'une conférence sur la paix au Moyen-Orient, « après un règlement du conflit », se penche le plus rapidement possible sur tous les aspects du problème dans la région, « y compris la question palestinienne ». L'ambassadeur du Canada en Jordanie, Michael Shenstone, s'est d'ailleurs rendu dès hier en Tunisie pour informer les dirigeants de l'OLP des propositions canadiennes. On sait qu'il s'agit d'une ouverture qui permettrait au président d'Irak de ne pas sortir les mains entièrement vides du conflit. Les États-Unis et Israël se sont jusqu'ici refusés à s'engager à une telle discussion de la question palestinienne.

Ainsi le Canada, tout en maintenant la ligne dure en autorisant ses pilotes de F-18 à participer directement à l'offensive terrestre, utilise ses contacts avec les pays nordiques et les pays arabes modérés pour jouer un rôle dans la négociation d'un plan de paix. M. Clark ne croit pas que les deux rôles soient incompatibles.

# Aerospatiale et Alenia acquerront De Havilland

MONTREAL (d'après PC) — Le groupe français Aerospatiale et l'italien Alenia signeront dans les tout prochains jours un protocole d'entente pour le rachat à Boeing du constructeur aéronautique ontarien De Havilland.

Les deux compagnies, déjà partenaires au sein du consortium européen GIE ATR, ne seront pas pour autant au bout de leurs peines. L'entente conclue avec Boeing ne sera en fait que le premier pas concret dans un processus d'achat qui durera encore plusieurs mois. Il passe par une autorisation formelle d'Investissement Canada et implique des négociations qui seront serrées avec deux niveaux de gouvernement, fédéral et ontarien.

Le consortium GIE ATR s'intéresse pour plusieurs raisons à De Havilland. D'abord, parce que cette acquisition s'intégrerait parfait-

tement dans la stratégie du groupe qui vise à élargir son pôle d'activités de transports régionaux.

Plus globalement, elle s'intègre aussi dans le plan d'expansion tous azimuts (avions, hélicoptères, missiles, espace) du groupe Aerospatiale en Amérique du Nord. Un plan qui privilégie le Canada, pour ses marchés publics et privés, comme pour les facilités d'accès qu'il donne au marché américain.

Malgré ses problèmes de production et de gestion, De Havilland reste l'un des quatre leaders mondiaux du marché des avions de transport régionaux.

# Bourassa estime avoir révélé l'essentiel au sujet de sa santé

Le premier ministre Bourassa veut bien admettre que sa santé est un sujet d'intérêt public, mais pas le nombre et la longueur de ses cicatrices. « Ce qui était essentiel a été dit. Je ne peux accepter aucun reproche pour moi ou ceux qui parlaient en mon nom », a-t-il déclaré, hier.

par MICHEL DAVID  
LE SOLEIL

« On invoque ce qui s'est passé aux États-Unis. C'est vrai qu'un ancien président avait déjà montré sa cicatrice à la télévision. J'ai beaucoup d'admiration pour la culture américaine mais pas à ce point-là », a-t-il lancé en conférence de presse.

M. Bourassa espérait visiblement que les journalistes abordent la question et il était prêt. Il a également profité de l'occasion pour glisser qu'il avait subi de nouveaux tests, la semaine dernière, et qu'ils se sont révélés négatifs.

À aucun moment, il n'a admis avoir eu tort de cacher qu'il avait

subi une première opération à Montréal, en juillet dernier, comme l'a révélé le dernier numéro du magazine L'Actualité.

« Tout le monde va comprendre qu'à l'occasion d'une des crises les plus importantes depuis la guerre, ce n'était pas dans l'intérêt public de révéler que le chef du gouvernement était dans une position vulnérable, a-t-il fait valoir. Aussitôt que j'ai pu le dire, c'est moi-même qui vous ai annoncé que j'avais un cancer. Et

vous admettez que ce n'est pas la chose la plus facile à annoncer ».

Dans ces conditions, il estime que certains médias ont dépassé les bornes.

## RÉSULTATS

Loto-Québec

---

**Tirage du 91-02-20**

GAGNANTS		LOTS
6/6	0	1 844 291,80 \$
5/6+	7	99 533,20 \$
5/6	274	1 944,50 \$
4/6	16 488	62,10 \$
3/6	297 157	10 \$

VENTES TOTALES: 15 711 103,00 \$

PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF): 5 000 000,00 \$

PROCHAIN TIRAGE: 91-02-23

---

**Tirage du 91-02-20**

NUMÉROS	LOTS
549064	100 000,00 \$
49064	1 000,00 \$
9064	250,00 \$
064	50,00 \$
64	10,00 \$
4	2,00 \$

**TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec**

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

## LE SALON DE L'INDUSTRIE DE LA MUSIQUE

GRANDE PREMIÈRE CANADIENNE

COMMENÇANT LE JEUDI 21 ET SE TERMINANT LE 24 FÉVRIER

AU CENTRE DES CONGRÈS DE QUÉBEC, DE 10h À 23h

- Plus de 100 exposants et kiosques
- Spectacles de toutes catégories sur 3 scènes
- Jeux, ateliers, conférences et plus
- Artistes invités

**PROGRAMMATION**

**LE JEUDI 21 FÉVRIER 1991**

- 10h-12h TORO (BIG BAND)
- 11h-12h TORO (BIG BAND)
- 12h-13h HARMONIE DES CASCADES
- 13h-14h SHANNON
- 14h-15h VICE VOCEL
- 15h-16h JAZZ COMBO
- 16h-17h BEATLES FOREVER
- 17h-18h RICHARD GENÈREAU
- 18h-19h CARL TREMBLAY
- 19h-20h QUARTET DE SAX
- 20h-21h VICE VOCEL

**LE VENDREDI 22 FÉVRIER 1991**

- 10h-12h TORO (BIG BAND)
- 11h-12h TORO (BIG BAND)
- 12h-13h HARMONIE DES CASCADES
- 13h-14h VICE VOCEL
- 14h-15h KATY MARTIN
- 15h-16h LINDA LEMAY
- 16h-17h HARMONIE DES CASCADES
- 17h-18h RICHARD GENÈREAU
- 18h-19h (PIÈRE LALANDE)
- 19h-20h FRANCIS MARTIN (BOUSQUET)
- 20h-21h CARL TREMBLAY
- 21h-22h VICE VOCEL
- 22h-23h CLUTCH

**LE SAMEDI 23 FÉVRIER 1991**

- 10h-12h ENSEMBLE DE JAZZ
- 11h-12h (LOROTS CHORALE)
- 12h-13h SOUHAÏ & SOUHAÏ (L'ÉLITE)
- 13h-14h RICHARD GENÈREAU
- 14h-15h RICHARD GENÈREAU
- 15h-16h CHORALE ARIË

**15h-16h MUSEUM**

- 15h-16h WIRE RUSSELL
- 16h-17h SHANNON
- 17h-18h TRO (JAZZ)
- 18h-19h LES FANTASTES
- 19h-20h FRANCIS MARTIN (BOUSQUET)
- 20h-21h BENJAMIN
- 21h-22h VICE VOCEL
- 22h-23h MICHAEL BOBIS
- 23h-24h FRANCIS MARTIN (PIÈRE LALANDE)
- 24h-25h RICHARD GENÈREAU
- 25h-26h CARL TREMBLAY
- 26h-27h TROUPE RICHELIEU CHORALE
- 27h-28h VICE VOCEL

**LE DIMANCHE 24 FÉVRIER 1991**

- 10h-12h ENSEMBLE DE JAZZ
- 11h-12h ENSEMBLE DE THOMAS BOUSQUET
- 12h-13h HARMONIE DES CASCADES
- 13h-14h MICHELLE HANCOCK
- 14h-15h GASTON MANDEVILLE (BIG BAND)
- 15h-16h RICHARD GENÈREAU
- 16h-17h (PIÈRE LALANDE)
- 17h-18h MICHÈLE DEMONSTRATION
- 18h-19h MICRÔS & MEL WALKER
- 19h-20h MUSIC PARTS PHANSTE
- 20h-21h SILVER SADDLE
- 21h-22h VICE VOCEL (BIG BAND)
- 22h-23h NOUVEAUX TALENTS
- 23h-24h BENJAMIN
- 24h-25h GASTON MANDEVILLE (BIG BAND)
- 25h-26h BOURGET (SON DEL PACIFIC)
- 26h-27h CEBAS
- 27h-28h SPECTACLE DE FERMETURE AVEC VICE VOCEL (BIG BAND)

Adulte: 6<sup>50</sup> (taxes incluses)

5<sup>50</sup> Age d'or et étudiant (taxes incluses)

2<sup>50</sup> 10 ans et moins (taxes incluses)

### RABAIS DE 1 \$

En présentant ce coupon au guichet, recevez un rabais de 1 \$ sur le prix d'entrée.

Une collaboration

**MARIE-PAULE DUBÉ**

Astrologue depuis 21 ans

Années à surveiller pour personne en affaires

**CARTE DU CIEL**

**654-0082**

LES ENTREPRISES

## ROBERT CÔTÉ

- Distributeur de matériel électrique
- Spécialités industrielles

choix service qualité

QUÉBEC  
104, Godbout Est  
C.P. 238, Limoilou  
Québec, QC G1L 4V8  
(418) 626-1142 Fax: 626-7672  
SAINT-ROMUALD  
2044, 3e Rue  
Saint-Romuald (QC) G6W 5M6  
(418) 839-1257 Fax: 839-5848

## LES ANNONCES CLASSÉES

# LE SOLEIL

## 647-3311

### ça sonne !

## ÉDITORIAL

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:  
PIERRE DES MARAIS IIÉditeur adjoint et rédacteur en chef  
et directeur de l'édition:  
J.-JACQUES SAMSONVice-président exécutif:  
DENIS CLICHEPrésident et Éditeur:  
ROBERT NORMANDDirecteur de l'information:  
DENIS ANGERSEt la volonté  
de contrer  
la violence ?

Le gouvernement fédéral annonce qu'il libérera 136 millions \$ au cours des quatre prochaines années pour des initiatives de lutte contre la violence familiale. Quelles que soient les intentions politiques, on ne peut que se réjouir de la décision : les besoins sont énormes.

Cela n'empêche personne de s'interroger sur l'importance des fonds alloués et l'efficacité des mesures avancées pour atteindre le but ultime: la disparition de toute violence contre tous les membres de nos familles.

D'abord l'argent. Sur quatre ans, dans les dix provinces et les territoires du pays, 136 millions \$, ça ne fait pas beaucoup pour chacun : à peine 4 millions \$, en moyenne. Et lorsque l'on apprend que le plus gros des montants pourrait n'être versé que vers la deuxième partie du calendrier prévu, il y a lieu de se demander si cette annonce, à moins d'une semaine du budget Wilson, n'est pas un leurre.

Investir dans la construction d'unités d'hébergement pour les victimes de violence est fort louable, mais il faut des fonds pour garder les refuges ouverts : le bénévolat a ses limites tout comme le personnel d'encadrement.

Il reste que le programme comporte de bonnes intentions de législations sur les interventions après coup : modifications au Code pénal, à la loi sur le divorce, aux procédures entourant les enlèvements d'enfants et l'expulsion des délinquants du foyer conjugal.

Des initiatives sont aussi annoncées pour la formation des intervenants — policiers, juges et autres — à diverses étapes de la crise, ainsi que pour le traitement des délinquants dans les pénitenciers fédéraux.

Mais avec les connaissances acquises dans ces dossiers depuis dix ans, ces interventions devraient déjà être réalisées. Or on se traîne encore les pieds. Demandons-nous pourquoi puisqu'elles n'exigeraient pas de gros investissements des gouvernements : seulement la volonté d'intervenir efficacement.

Le ministre Perrin Beatty, de Santé et Bien-être Canada, qui annonçait le prolongement du programme fédéral d'intervention, constate que la violence familiale résulte d'une tolérance sociale criminelle. L'évolution suppose une foule d'actions d'apparence anodines, mais qui risqueraient de soulever des vagues dans certains milieux. Pensons à des règlements plus restrictifs en matière de pornographie et de diffusion de la violence à la télévision et au cinéma.

Inutile d'ajouter que la culture des climats de guerre n'a jamais contribué à discréditer la violence dans les sociétés. Et le fait que l'on trouve des fonds pour participer aux conflits armés laisse un arrière-goût amer. Malgré sa sophistication, la société moderne ressemble encore à celle du Moyen-Âge.

Les gouvernements investissent tous les millions qu'ils voudront, la bataille contre la violence familiale ne sera jamais gagnée tant que nous vivrons dans un monde qui privilégie les solutions extrêmes face aux problèmes.

Il ne suffit pas que le Canada, avec les pays du monde qui se disent civilisés, signe toutes les conventions imaginables pour la protection des droits des enfants, des femmes et des familles. Il sait que le respect de ces droits relève souvent d'autres compétences.

Mais il lui faut agir là où il peut le faire, comme il prétend en avoir l'intention, et s'entendre avec les provinces et les territoires sur des normes minimales en vigueur dans tout le pays.

Le rapport Rogers sur la violence contre les enfants, a fourni au fédéral un bon catalogue de recommandations qui, si elles étaient appliquées avec les fonds nécessaires pour assurer leur efficacité, amélioreraient le climat. Mais encore une fois, il faudrait une véritable volonté nationale de corriger les choses, volonté qui semble bien vacillante dans certains milieux — à majorité masculine — au pays.

MARTINE R.-CORRIVAUULT

## LA PATINOIRE BÉLANGER-CAMPEAU



## Monde rural, environnement et politique

par

Laurent  
LAPLANTE  
collaborateur  
spécial

Nous l'avons vu, les États généraux du monde rural ne sont qu'imparfaitement parvenus à rendre le reste du Québec sensible au dépeuplement démographique et structurel de nos campagnes. Dès lors, on imagine sans peine à quel point il sera laborieux de faire comprendre aux urbains comment se présentent, pour les ruraux, la question de l'environnement et celle du pouvoir politique. Il faudra pourtant parvenir là-dessus, non pas nécessairement à une identité de vues, mais au moins à un minimum de compréhension.

Que l'agriculture québécoise soit une source de pollution, cela saute aux yeux (ou au nez). Pas autant qu'on l'affirme parfois, mais plus que ne l'admettent les producteurs agricoles. La pollution demeure au moins tant que l'agriculture se cantonne dans l'industrie laitière, car le fermier réussissait alors à réutiliser à peu près tous les résidus

de sa production. La pollution a pris de l'ampleur lorsque l'agriculture s'est diversifiée et lorsqu'on a recouru à la chimie pour accroître la productivité de la ferme.

Dans ce contexte, le producteur agricole a l'épiderme sensible lorsqu'on décrit l'agriculture comme une pollueuse impénitente. À ses yeux, la pollution liée à l'agriculture est récente, circonscrite et, dit-il, en bonne partie imputée par les goûts du consommateur urbain.

Au cours des récentes années, ces perceptions se sont heurtées, par exemple lors d'affrontements entre les MRC et le monde agricole. Les MRC voulaient planifier l'ensemble de leur territoire et encadrer certaines méthodes de production agricole, tandis que le monde agricole insistait sur la nécessité de protéger le territoire agricole et d'y maintenir tous les types de production, veau de lait compris.

Les États généraux du monde rural ont marqué à cet égard un virage majeur. D'une part, dans un geste qui aurait étonné il y a quelques années, le monde rural, agricole comprise, suggère maintenant de faire des MRC le vrai gouvernement régional. D'autre part, le monde rural se

met lui aussi au service d'une protection globale de l'écologie. Il demande, cependant, que tous acceptent cette approche et qu'on cesse de convertir les producteurs agricoles en boucs émissaires.

S'agit-il d'une simple astuce de la part des agriculteurs ? Je ne le crois pas. Bien sûr, une approche globale aboutira probablement à répartir les coûts de la réforme entre les diverses composantes de la société. Serait-ce anormal quand la pollution a profité à tous ?

De toute manière, le monde agricole a raison sur le fond : concentrer l'attention sur la pollution comme on le fait présentement, c'est consacrer à la pathologie l'énergie qu'il faudrait investir dans un plan de « santé environnementale ». Quand le monde rural propose que tous travaillent désormais, ensemble et sous la coordination des MRC, à planifier l'espace, il ne fait d'ailleurs qu'adhérer au plaidoyer d'un Pierre Dansereau. Ce message mérite examen.

Le message politique du monde rural a lui aussi son importance. Dans le système qui nous tient lieu de démocratie, la majorité ne détient pas la majeure partie du pouvoir politique, mais la totalité. Les minorités, surtout lorsqu'elles

sont disséminées à la grandeur du territoire, n'ont ni poids ni représentation. Lorsqu'il se regarde, le monde rural ne peut que se ranger dans ces minorités et en éprouver de la frustration. Il se sait, en effet, à jamais minoritaire.

Lorsque des virages politiques sont nécessaires, les décisions sont prises par une majorité urbaine, en parfaite ignorance de la réalité rurale. On s'embarque, par exemple, dans un libre-échange insuffisamment nuancé en matière agricole. La majorité, en effet, tient plutôt compte d'autres variables.

Faut-il, comme certains le préconisent, revenir à une carte électorale où l'électorat rural aurait un poids particulier ? Je ne le crois pas. En revanche, un renforcement des MRC rapprocherait le pouvoir de la base rurale et permettrait sans doute l'émergence d'une planification moins centralisée. D'autre part, un mode électoral axé sur la représentation proportionnelle favoriserait probablement la montée de partis environnementaux, de partis ruraux, etc.

Prendre de tels virages, on le remarquera, ne favoriserait pas seulement le monde rural : la majorité y perdrait des plumes, mais la démocratie y gagnerait en nuances et en respect des minorités.

## Votre Opinion

## Situation critique

L'institution théâtrale à Québec est en crise. Les salles sont loin d'être bondées et même qu'à certaines représentations les spectateurs peuvent être comptés sur le bout des doigts. Triste constat, le public n'est plus au rendez-vous. Que faire pour lui redonner le goût du théâtre et l'inviter à participer à cette communion que suppose l'acte théâtral ? Je crois, qu'à cet effet, le rôle de la critique est majeur.

En période de récession, plus que jamais, l'éventuel spectateur tient compte de l'opinion émise par la critique de son quotidien avant d'acheter son billet. Il veut être informé de la qualité du produit.

Après avoir lu les premières critiques dramatiques parues dans nos journaux depuis le début de l'année, je me demande sérieusement si de tels écrits peuvent situer le lecteur. (...)

Chers critiques, montrez vos couleurs, mais entre le noir et le blanc tâchez de faire un juste portrait de votre objet d'investigation.

Lorsque je vous lis, je m'attends à ce que vous jugiez d'abord du jeu des comédiens puisque ce sont eux qui font du théâtre un art vivant. En bien comme en mal, parlez-en. (...)

La critique de « On ne badine pas avec l'amour » parue dans LE SOLEIL du 21 janvier ne fait même pas état d'un apport original à la mise en scène de cette pièce romantique ; certaines poésies de Musset chantées qui ajoutent agréablement à la prestation.

En fait, à quoi peut bien servir la critique, si elle se contente de critiquer ce qui l'intéresse dans une représentation. Aussi riche soit la réflexion du critique engendrée par une représentation théâtrale, celle-ci est biaisée si elle ignore volontairement certains réseaux spectaculaires significatifs.

La critique est essentielle pour donner une visibilité à l'activité théâtrale, une crédibilité à la représentation théâtrale. Il me semble, que par le temps qui court la critique ne remplit pas son mandat, et nuit, à sa manière, au redressement d'une situation pas encore tout à fait... critique.

Christian Beaucage, étudiant au doctorat en théâtre, Ste-Foy

## J'attends une offre

En tant que propriétaire de terres à bois et d'un lac situés dans la municipalité de Lac-Beauport, je tiens à formuler certaines réflexions suite à l'entre-

vue accordée au SOLEIL par M. Jean-Paul Bédard et intitulé « Première victime du règlement de zonage ».

Si j'avais eu une vision à court terme de l'exploitation de mes terres, si j'avais cherché un profit rapide, j'aurais vendu la coupe à un bûcheron dès 1978, au moment où les coupes à blanc étaient permises par les règlements en vigueur.

Au contraire, j'ai toujours, depuis ce temps, géré ces biens en ayant en vue « la nécessité de protéger notre milieu ».

Cependant, les dimensions et la maturité de ces terres exigent une intervention professionnelle et mécanisée. C'est pourquoi j'ai décidé l'an dernier de faire appel à un groupement forestier ayant à sa tête des ingénieurs forestiers capables de gérer ma forêt dans des perspectives globales et à long terme.

Puisque le plan de gestion présenté par le groupement forestier Québec-Montmorency a été jugé trop radicalement opposé au nouveau règlement de zonage adopté par la municipalité de Lac-Beauport, j'espère que celle-ci demeure ouverte à une discussion sur d'autres modalités d'exploitation forestière dans la zone concernée.

Si aucune forme d'exploitation

forestière n'est possible dans les zones dites « de villégiature », cela signifie que les propriétaires de terres à bois importantes, incapables d'entretenir seuls leurs forêts, sont condamnés à voir mourir ces forêts.

Cela signifie, plus précisément, que le nouveau règlement de zonage, qui a d'abord pour but de « sauver le paysage et le coup d'oeil des promeneurs » viendrait en conflit avec la santé objective de ces forêts et surtout avec « la nécessité de protéger notre milieu ».

À mon avis, la municipalité de Lac-Beauport doit faire la preuve que son nouveau règlement de zonage peut s'harmoniser avec la santé réelle de la forêt et, pourquoi pas, avec les intérêts de ceux qui, après tout, n'en sont que les propriétaires. (...)

Si toutefois elle tient à avoir un contrôle total du territoire du lac de la Vermine à des fins créatives au profit de l'ensemble de la communauté, je suis prêt à écouter ses offres d'achat. Serge Pronovost, propriétaire de forêts privées, Lac-Beauport

## Un non pour la paix

Pour accompagner un article de M. J. Maurice Arbour vous avez publié une photo où j'apparaissais avec d'autres personnes et

où il est écrit comme légende que nous ne semblons pas complètement éclairés quant à l'objet de nos manifestations contre la guerre.

Je tiens à vous dire qu'il est faux de déclarer que ceux qui s'opposent à la guerre ne comprennent pas le sens de leurs manifestations. (...)

Nous disons non à la guerre parce que nous apprécions la vie. -- Nous disons non à la guerre parce qu'ils nous font mal les 6 morts de Tel Aviv et les milliers d'enfants morts sous les bombes américaines et irakiennes à Bagdad. -- Nous disons non à la guerre parce que nous, l'humiliation n'est pas la présentation de pilotes-prisonniers à la télévision mais la destruction que ces mêmes pilotes ont fait subir à la population civile en Irak.

Nous disons non à la guerre parce que nous savons que c'est une méthode utilisée par le plus fort contre le plus faible pour lui imposer sa raison. (...)

Nous disons non à la guerre parce que la seule obligation qu'ont les pays incluant le Canada, est de promouvoir la paix. Nous disons non à la guerre parce que nous défendons le droit de l'être humain à la vie, droit que nous défendons sans que pour cela on nous paie.

Nous disons non à la guerre parce que nous avons vécu longtemps colonisés par l'Espagne et que ça nous a coûté beaucoup de vies de gens pacifiques, obligés à se défendre contre l'agression.

Nous disons non à la guerre parce qu'il nous paraît mesquin d'acheter des Mexicains pour 10000 \$ (payés certainement au retour) pour les envoyer se battre dans le golfe Persique. (...)

Je dis non à la guerre parce que mon travail se fait en paix : peindre.

José Mercader pour le Comité des droits humains, CASA latino-américaine, Québec

NDLR. Le bas de vignette reflétait comme il se devait l'opinion de M. Arbour, auteur de l'article visé, et non celle du SOLEIL.

## N.D.L.R.

Adressez vos lettres à la Tribune des lecteurs et lectrices du SOLEIL, 390, Saint-Vallier Est G1K 7J6 (647-3368). Ces missives devront être courtes et accompagnées du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de leur signataire. Nous nous réservons le droit d'éditer et d'abréger ces lettres au besoin.

## Selon Hurd, l'Occident doit maintenir son aide à l'URSS

LONDRES (Reuter) — Le secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd, a déclaré, hier, que les pays occidentaux devraient redoubler d'efforts pour soutenir les réformes en URSS malgré de récentes initiatives en sens contraire.

S'exprimant devant l'Association Grande-Bretagne-URSS, il a ajouté que ne pas le faire inciterait l'Union soviétique à se replier sur elle-même.

Le chef de la diplomatie britannique a déclaré que le monde et l'Union soviétique avaient beaucoup gagné depuis six ans à l'accession au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev.

À son avis, la plupart des ac-

quis sont irréversibles, mais d'autres peuvent être remis en cause. Certains signes de régression ont existé ces six derniers mois, notamment des menaces contre des dirigeants élus, des restrictions imposées aux médias et la répression dans les républiques baltes.

« Que fait l'Occident en cette période de turbulence? Allons-nous tourner le dos à l'Union soviétique? Certainement pas », a-t-il dit.

## Tentative pour destituer Boris Eltsine

MOSCOU (Reuter, AFP) — Les députés conservateurs du Parlement de la Fédération de Russie ont demandé hier la convocation d'une session extraordinaire, apparemment dans le but d'évincer Boris Eltsine de la présidence.

Toutefois, lors de trois votes, les députés russes ne sont pas arrivés à s'entendre sur la date de cette session extraordinaire. Les parlementaires doivent tenter aujourd'hui de fixer cette date lors d'un nouveau vote.

La veille, une forte majorité de députés avaient condamné des propos tenus par Eltsine, qui avait réclamé mardi la démission de Mikhaïl Gorbatchev.

La députée Svetlana Goyatcheva a lu une déclaration exigeant la réunion du Congrès des députés

du Peuple, l'assemblée élargie, dans le but d'y proposer une motion visant à destituer Eltsine de son poste.

Ce dernier a été élu président par le Parlement il y a un peu moins d'un an à une faible majorité.

« Les démarches de Boris Eltsine pour acquérir un pouvoir dictatorial, son désir de confrontation et sa volonté de vouloir régler seul des problèmes internes et internationaux deviennent de plus en plus apparents », affirme la déclaration signée par Goyatche-

va et trois autres leaders parlementaires.

« Il est en train de ruiner non seulement l'Union soviétique mais aussi la Russie; les gens sont fatigués de ses promesses sans fin », ajoute la déclaration.

De son côté, Eltsine a démenti hier s'engager dans une lutte pour le pouvoir avec le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev, assurant qu'il combattait « le vieux système qui ne veut accepter sa défaite », a rapporté l'agence non officielle Interfax.

« Eltsine ne combat pas Gorbatchev, il combat le vieux système qui n'accepte pas la défaite », a-t-il déclaré au cours d'une visite à Iaroslav, à 250 km au nord-ouest de Moscou.

Eltsine avait demandé mardi dans une interview télévisée la « démission immédiate » du président soviétique, l'accusant de dictature.

Par ailleurs, à Leningrad, le conseil municipal de Leningrad, dominé par les réformateurs et dirigé par Anatoli Sobtchak, a voté une résolution de soutien à Eltsine. Une trentaine de conservateurs du conseil ont quitté la salle en signe de protestation.

Finalement, militaires et conservateurs s'apprentent à descendre dans la rue demain à Moscou pour une manifestation de masse sans précédent.

Les organisateurs attendent 300 000 personnes pour ce rassemblement.

### En Bref

#### ■ Française de 116 ans

ARLES, France (AFP) — Une Française qui pense être la femme la plus âgée du monde, Jeanne Calment, a fêté hier son 116<sup>e</sup> anniversaire en sa ville natale d'Arles, dans le sud de la France. Mme Calment, doyenne des Français, qui a notamment côtoyé le peintre Vincent Van Gogh, pense être devenue depuis huit jours la doyenne des femmes dans le monde, depuis le décès le 14 février d'une Américaine de 116 ans, Carrie White.

#### ■ Greco en liberté

PALERME, Sicile (Reuter) — La justice italienne a ordonné hier, pour des raisons administratives, la remise en liberté de Michele Greco, « parrain des parrains » de la mafia qui avait été condamné à la prison à vie en 1987. La Cour d'appel de Palerme a décidé que Michele Greco pourrait quitter la prison après que la Cour suprême italienne eut statué, la semaine dernière, que des membres de la mafia devaient être libérés parce que la durée de détention préventive autorisée par la loi entre le jour de leur condamnation et celui de leur procès en appel avait expiré.

#### ■ Prisonniers en Afghanistan

GENÈVE (AFP) — Deux membres du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont été faits prisonniers par une faction de la résistance en Afghanistan voici cinq semaines mais la nouvelle avait été jusqu'à présent gardée secrète par l'organisation humanitaire, a révélé hier la Radio Suisse Romande.

#### ■ Incident nucléaire

TOKYO (AP) — Douze jours après le grave incident de la centrale nucléaire de Mihama, un nouvel incident s'est produit hier à la centrale de Kashiwazaki, à 250 km au nord-ouest de Tokyo. Selon un porte-parole de la compagnie Tokyo Electric Power Co., le réacteur numéro deux de la centrale s'est arrêté automatiquement en raison d'une baisse soudaine de pression. Il n'est pas fait état de fuite radioactive.

#### ■ Attentat à Tallinn

MOSCOU (AFP) — Une bombe a explosé hier matin dans un hôpital qui abrite également une maternité à Tallinn, la capitale de l'Estonie. Il n'y a pas eu de victimes. La Lettonie voisine a connu à la fin de l'année dernière toute une série d'attentats non revendiqués, mais l'Estonie était jusqu'ici épargnée par cette forme de violence.

#### ■ Suicide de Masaryk

PRAGUE (AFP) — Jan Masaryk, ministre tchécoslovaque des Affaires étrangères après la Seconde Guerre mondiale, avait annoncé son intention de se suicider dans une lettre adressée à Staline, le 9 mars 1948, à la veille de sa mort, quelques jours après la prise du pouvoir par les communistes en Tchécoslovaquie, affirme Rude Pravo. Le supplément hebdomadaire de l'ex-quotidien communiste tchécoslovaque a publié mercredi cette lettre. L'Ouest a toujours soutenu que Masaryk avait été assassiné par des communistes.

## FAITES D'EATON VOTRE premier CHOIX

### POUR LES DESSOUS VANITY FAIR EATON

Une marque de confiance! Les culottes Vanity Fair Eaton sont conçues en fonction des normes canadiennes relatives aux tailles. Elles ont subi des tests rigoureux de rétrécissement, de durabilité et de lavage, par notre Bureau de recherches. Tous les dessous Vanity Fair Eaton sont confectionnés par le même fabricant canadien; de plus, ils répondent aux critères d'une clientèle qui recherche la qualité et qui demeure fidèle à nos produits.

Faites de Vanity Fair Eaton votre premier choix, pour des dessous mode à prix compétitifs, en tout temps!

1. **Modèle 767.** Culotte en nylon et spandex «Lycra» garnie de dentelle. Blanc, ivoire ou noir. Tailles: petite, moyenne, grande.

3 pour **16<sup>50</sup>**

2. **Modèle 305.** Culotte à taille haute, en coton et spandex «Lycra». Blanc ou rose. Tailles: petite, moyenne, grande.

3 pour **16<sup>50</sup>**

3. **Modèle 301.** Bikini en coton et spandex «Lycra» garni de dentelle. Blanc ou rose. Tailles: petite, moyenne, grande.

3 pour **20<sup>85</sup>**

4. **Modèle 1655.** Culotte à taille haute, en nylon «Antron III», garnie de dentelle. Blanc ou rose. Tailles: petite, moyenne, grande.

3 pour **24<sup>75</sup>**

5. **Modèle 350.** Culotte en coton et spandex «Lycra», garnie de dentelle. Blanc ou rose. Tailles: petite, moyenne, grande.

3 pour **20<sup>85</sup>**

6. **Modèle 437.** Culotte à taille haute, en nylon Tactel (extérieur nylon, intérieur coton). Blanc ou rose. Tailles: petite, moyenne, grande.

**6<sup>49</sup>** ch.

Renseignez-vous sur notre Club Vanity Fair Eaton! Rayon 609.



## POUR LA QUALITÉ ET LES PRIX

# EATON

Argent remis si la marchandise ne satisfait pas

# L'armée albanaise tire en l'air à Tirana

VIENNE (AP, AFP) — Des soldats ont dû tirer des coups de feu en l'air, hier à Tirana, pour empêcher des manifestants de s'approcher du secteur où les dirigeants du régime albanais vivent.

C'était la deuxième fois en autant de jour que les forces de l'ordre ont dû tirer des coups de semonce pour disperser des foules qui réclament la fin d'un pouvoir de type stalinien.

La télévision d'État albanaise a montré hier soir des images de soldats tirant en l'air pour empêcher la foule d'avoir accès au « bloc », le secteur de Tirana où se trouvent les résidences des détenteurs du pouvoir politique et militaire.

Forcés de rebrousser chemin, les manifestants sont revenus à la place Skanderbeg et s'en sont pris une affiche lumineuse du Parti du travail de l'Albanie, le PC albanais. Après le passage des manifestants, seul le mot « Albanie » avait été épargné.

Selon des Albanais interrogés par téléphone, le calme était revenu hier soir dans la capitale.

Toutefois, des patrouilles militaires et de la police continuaient de quadriller la ville.

Par ailleurs, des jeunes ont saccagé une librairie vendant les oeuvres d'Enver Hoxha et mis le feu aux oeuvres du fondateur en 1945 de l'Albanie communiste.

La veille, les manifestants avaient jeté à terre la gigantesque statue d'Enver Hoxha dominant le centre de la ville, sans qu'interviennent la police et l'armée, clamant leur appui aux étudiants de l'université Enver Hoxha qui réclamaient que leur établissement change de nom.

Après les manifestations de décembre à Tirana, le président Ramiz Alia avait déjà dû accepter le passage au multipartisme, la disparition de toute référence à Staline dans le pays et la libération de nombreux prisonniers politiques.

Mercredi soir, Alia avait annoncé dans un discours télévisé qu'il remplacerait le gouvernement dirigé par le premier ministre Adil Carani. Toutefois, hier, aucune nouvelle indication n'a été fournie par les autorités sur la nature et la composition du nouveau gouvernement.

Selon des sources informées à Tirana, Alia devrait annoncer dimanche ou lundi la composition de son nouveau gouvernement, auquel pourrait participer pour la première fois des représentants de partis de l'opposition.

Signe de l'inquiétude qui règne dans les milieux dirigeants, trois tanks restaient hier en position devant le « bloc ».

# Dangereuse épidémie de virus informatiques venus de l'Est

VIENNE (AFP) — Plus de 200 virus informatiques venus d'Europe de l'Est, particulièrement virulents, ont envahi l'Occident au cours des derniers mois, provoquant non seulement la paralysie des logiciels mais aussi la destruction et l'effacement de programmes d'ordinateurs.

« C'est une véritable épidémie, beaucoup plus nocive pour les ordinateurs que les virus informatiques connus jusqu'à présent en Occident », estime Viktor Mayer-Schoenberger, un spécialiste dans la mise au point de programmes de défense contre les virus informatiques.

« Les virus d'Europe de l'Est, qui viennent en priorité de Bulgarie et de Hongrie, af-

firme Mayer-Schoenberger, sont très agressifs. Le disque dur est entièrement effacé et les programmes sont mutilés et complètement transformés. »

La filière bulgare ou hongroise est très simple à expliquer, selon lui. Les gouvernements de ces pays est-européens, alors communistes, ont acheté des ordinateurs qui n'ont pas été utilisés dans les firmes ou administrations.

# À VENDRE AU PLUS OFFRANT LA MAISON EXPO HABITAT

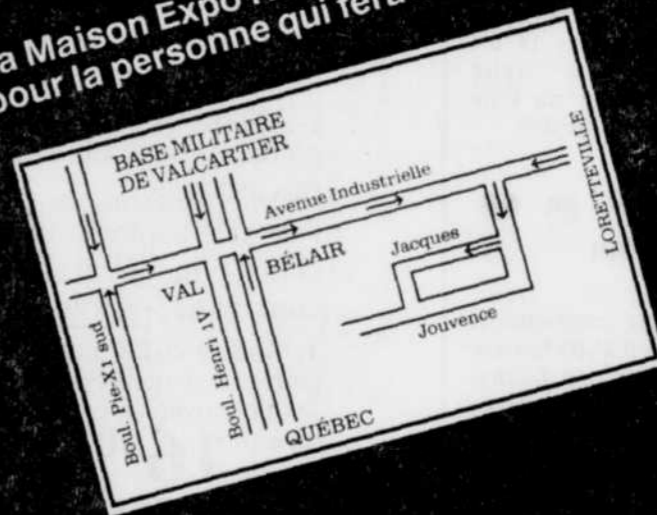


Allez visiter cette superbe résidence entre le 15 et le 24 février pendant les heures d'ouverture du Salon; elle est située au 1222, rue Jacques, dans le quartier Jouvence à Val-Bélair. Evaluation de construction: 150 000 \$ - Mise à prix: 80 000 \$.

Venez faire votre offre au stand aménagé à cette fin à l'entrée du Salon. Renseignements supplémentaires: 524-0847

- Rabais d'intérêt de 5 000 \$ réparti sur deux ans offert par la Fiducie Desjardins.
- Le programme de subvention à la construction offert par la Ville de Val-Bélair pouvant atteindre 7 000 \$ sur 3 ans.

La Maison Expo Habitat, une aubaine unique pour la personne qui fera la meilleure offre.



HEURES D'OUVERTURE DU SALON ET DE LA MAISON

Le vendredi 15: 18 h 30 à 22 h  
 Les samedis: de 11 h à 22 h  
 Les dimanches: de 11 h à 18 h 30  
 Sur semaine: de 14 h à 22 h

Entrée: 6 \$  
 au Salon: 5,50 \$ âge d'or et étudiants

Gratuite: enfants de moins de 12 ans accompagnés d'un adulte

PARC DE L'EXPOSITION, LES PAVILLONS QUÉBEC, DE L'AGRICULTURE ET DE LA JEUNESSE

Maitre d'oeuvre <b>Batica inc.</b> ENTREPRENEUR GÉNÉRAL	Conception <b>ARTECHNICA inc.</b> l'ART et la TECHNIQUE au service de la conception de plans	<b>VILLE DE VAL-BÉLAIR</b> Aménagement VERSION III DESIGN	Fiducie Desjardins	<b>LE SOLEIL</b> IL BRILLE POUR TOUT LE MONDE!	<b>APCHQ</b> ASSOCIATION PROVINCIALE DES CONSTRUCTEURS D'HABITATIONS DU QUÉBEC INC.	<b>TELE 4</b>	<b>Cahott Bleue</b>
---	--	---	--------------------	---	--	---------------	---------------------

<b>LISTE DES FOURNISSEURS MAISON EXPO HABITAT 1991</b>	<b>Bois de plancher P.G. Inc.</b>	<b>DAIGLE</b>	<b>Les Entreprises G.I. Roland Caron Inc.</b>	<b>Louis Renaud Inc.</b>	<b>Profil C.S. Inc.</b>
<b>alarme microcom</b>	<b>Boiseries Signées Inc.</b>	<b>DISTRIBUCTIONS 2020</b>	<b>Les Excavations Daniel's Ouellet inc.</b>	<b>LUMINAIRE BÉDARD inc.</b>	<b>Revêtement de la Capitale</b>
<b>Arbour et Vidal Enr.</b>	<b>BOVAC LTÉE</b>	<b>DISTRIBUTION STE-FOY (1982) LTÉE</b>	<b>Les Fondations N. Breton Inc.</b>	<b>MacMillan Bloedel</b>	<b>roy marchand</b>
<b>POINT ZERO</b>	<b>CGC</b>	<b>DOMTAR PANNEAUX DÉCORATIFS</b>	<b>EXCAVATIONS</b>	<b>Matériaux Plus (Ste-Foy) Inc.</b>	<b>SICO LA TONGUE DE L'EMPLOI</b>
<b>Armoires Orléans Inc.</b>	<b>CRANE</b>	<b>EMCO</b>	<b>Gouttières Charles Brochu Inc.</b>	<b>MEUBLES NAPERT</b>	<b>Sylvain systèmes intérieurs</b>
<b>BÉDARD QUÉBEC INC.</b>	<b>RAMCA</b>	<b>ÉNERGIE SOLUTION! en collaboration avec ICG et F.X. DROLET</b>	<b>Le grand VITTEBERG</b>	<b>Plancher A. Grondines Enr.</b>	<b>TAPITEC</b>
<b>Bebe &amp; Doree Nid</b>	<b>La Caisse populaire VAL-BÉLAIR</b>	<b>GUAY-VAC</b>	<b>Chaisy</b>	<b>Plomberie Y. Beaudoin</b>	<b>&amp; MIGNEAULT ROUSSEAU INC.</b>
<b>Bégin, Lemay Arpenteurs géomètres</b>	<b>ENTREPRISES C. L. LAGUEUX INC.</b>	<b>LES ENTREPRISES Michel Jobin ENR.</b>	<b>unik</b>	<b>LES PORTES La No INC.</b>	<b>WEISER</b>